Communiqué de presse unitaire

NICE N'EST PAS LE TERRAIN DE JEU DES NÉOFASCISTES !

Alerte sur la venue de Gabriele Adinolfi et les violences de l'extrême droite

Le jeudi 12 novembre, le collectif Aquila Popularis annonce une conférence à Nice avec Gabriele Adinolfi, cofondateur de Terza Posizione et figure historique du néofascisme italien. Cette invitation n'a rien d'anodin. Elle est un signal politique, une tentative supplémentaire de donner une tribune et une respectabilité à des idées et à des réseaux dont l'histoire est intimement liée à la violence politique, au nationalisme radical et à l'extrême droite.

Nous refusons cette banalisation.

Gabriele Adinolfi n'est pas un historien venu transmettre un savoir universitaire sur les années de plomb italiennes. C'est un acteur de cette histoire, un militant néofasciste dont le parcours et les engagements sont documentés. Sa présence à Nice, à l'invitation d'un collectif identifié dans les milieux de l'extrême droite locale, constitue une provocation politique que nous ne pouvons ni minimiser, ni laisser passer sous silence.

Car cette conférence intervient dans un contexte particulièrement inquiétant.

Le 24 octobre dernier, Nice a connu une nouvelle séquence de violences politiques. En marge d'une mobilisation, des groupes relevant de la mouvance d'extrême droite s'en sont pris à des manifestants, faisant plusieurs blessés. Onze personnes ont été interpellées. Des masques, des gazeuses et des matraques figuraient parmi les objets retrouvés par les forces de l'ordre. Des procédures judiciaires sont engagées. Ces faits ne peuvent être relativisés, encore moins effacés derrière les discours habituels qui voudraient renvoyer dos à dos les victimes et ceux qui les agressent.

Depuis des mois, les intimidations, les agressions et les démonstrations de force de l'extrême droite nourrissent un climat délétère dans notre ville. Des groupuscules cherchent à imposer leur présence dans l'espace public, à faire taire celles et ceux qui ne partagent pas leurs idées, à installer la peur comme instrument politique. Nous refusons que cette violence devienne une habitude, que ces organisations s'installent dans le paysage niçois et que leur propagande bénéficie d'une complaisance, d'un silence ou d'une quelconque normalisation.

Il faut appeler les choses par leur nom : le néofascisme n'est pas une opinion comme une autre, et la violence politique de l'extrême droite n'est pas une fatalité.

Nous n'acceptons pas davantage le décalage entre les discours officiels sur l'ordre public et la réalité vécue par celles et ceux qui subissent les intimidations. On ne peut pas multiplier les interdictions, les restrictions et les dispositifs policiers lorsqu'il s'agit de manifestations sociales ou antifascistes, tout en regardant avec indifférence les réseaux de l'extrême droite multiplier leurs initiatives et leurs démonstrations de force.

La liberté de réunion et la liberté d'expression sont des droits fondamentaux. Nous les défendons précisément parce que nous refusons qu'elles servent de paravent à la banalisation de projets politiques qui ont historiquement combattu les libertés démocratiques et dont certains représentants entretiennent des liens avec des milieux violents.

Nous avons saisi Monsieur le Préfet afin qu'il procède à une évaluation sérieuse des risques de troubles à l'ordre public et prenne toutes les mesures relevant de ses responsabilités pour protéger la population.

Mais notre détermination ne s'arrête pas à un courrier administratif.

Nice appartient à celles et ceux qui y vivent, y travaillent, y étudient et y construisent des solidarités, pas aux groupuscules qui rêvent de faire régner leur loi dans les rues.

Face à l'extrême droite, à ses relais, à ses intimidations et à ses violences, nous opposons la solidarité, la démocratie, l'égalité et la fraternité. Nous ne laisserons pas les idées néofascistes s'installer tranquillement dans notre ville, ni les violences de leurs promoteurs devenir un bruit de fond auquel il faudrait s'habituer.

Nous ne nous tairons pas. Nous ne détournerons pas le regard. Nous ne laisserons personne intimider celles et ceux qui défendent une société libre, solidaire et antifasciste.

À Nice comme ailleurs, le fascisme ne passera pas.

Les organisations signataires :

CGT Spectacle 06, NPA l'Anticapitaliste 06, SUD Educ 06, CGT Educ'Action 06, Union Syndicale Lycéenne 06, La France Insoumise 06, VIVA!, Collectif Citoyen 06, Appel 06, Union pour la Reconstruction Communiste 06, Alternative Communiste 06, Les Amis de la Démocratie 06, Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples 06, Roya Citoyenne, Emmaüs Roya, Habitat & Citoyenneté, Front Populaire Étudiant, CGT FERC Sup 06.